



LE CHOMAGE AUGMENTE, LES PROFITS, AUSSI...!

La semaine dernière ont été publiés les derniers chiffres officiels du chômage. Plus 0,5% au mois d'août, soit plus 2,2 % sur les douze derniers mois. A l'heure où le gouvernement se vante de la croissance retrouvée, se flatte de vouloir rétablir la cohésion sociale, même les statistiques officielles ne peuvent masquer la réalité et révèlent le boniment de Raffarin-Sarkozy. Non seulement la croissance ne profite pas à la majorité de la population et aux salariés, mais elle se fait contre eux.

OFFENSIVE CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL

Les gros actionnaires, eux, peuvent se frotter les mains. Le CAC 40 se porte bien. L'indice de la Bourse de Paris, calculé sur les 40 plus grosses entreprises, connaît une hausse de 68% ! Elles totalisent plus de 23 milliards d'euros de profit pour les six premiers mois de l'année.

Pour eux, tout va bien et les journalistes de commenter, en parlant de « croissance sans emploi ». C'est d'une croissance avec chômage dont ils devraient parler. Ces champions du CAC 40 sont bien des champions des plans sociaux : STMélectronique, Danone, Bosch, Perrier...

Dans cette société, où l'économie est entièrement soumise à la soif de profit des financiers, la croissance, c'est d'abord la croissance des profits qui se fait contre les salariés : précarité, flexibilité, chômage, blocage des salaires, dégradations des services publics...

Le gouvernement n'est là que pour appliquer cette politique, la justifier, tenter d'en masquer les effets les plus dramatiques, l'imposer à l'immense majorité de la population qui en est victime.

INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Contre les dégâts de cette politique, il faut mettre fin à ces pratiques brutales et cyniques des plans sociaux, des licenciements qui n'ont d'autres justifications que d'augmenter la rentabilité du capital en augmentant l'exploitation. Il n'est pas acceptable que les entreprises

qui font des profits, licencient.

Mais, de façon plus générale, il n'est pas acceptable que l'économie soit une machine à broyer ceux qui la font tourner. Il n'est pas acceptable que la société rejette ceux que le patronat ne juge pas utile à la croissance de ses profits.

Oui, il faut remettre les choses à l'endroit, l'économie doit servir les hommes, satisfaire leurs besoins, au lieu d'être soumise à la cupidité d'une classe minoritaire et parasite.

POUR UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES

Remettre les choses à l'endroit, c'est imposer une autre répartition des richesses, par l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, par l'augmentation des salaires et, aussi, par la défense des Services publics. La discussion, au Conseil des ministres, du budget de l'Etat, pour 2005, l'a, encore une fois, largement démontré. C'est toute la politique de l'Etat qui est au service des classes privilégiées. La pénurie pour les Services publics est la conséquence des milliards gaspillés en subventions au patronat. L'Education nationale, la santé, les transports en sont victimes. La Poste, où le gouvernement envisage la fermeture de milliers de bureaux jugés non rentables, l'est tout autant.

A cette politique rétrograde qui sacrifie la collectivité aux intérêts privés des riches, nous opposons la défense des intérêts collectifs, par et pour la population elle-même.

Le 4 octobre 2004